

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1299 le 24 septembre 2023

Dans ce numéro

Des groupes terroristes seraient en train de s'implanter dans le nord du Ghana...

(Page 2)

En Slovaquie, d'anciens cadres du service de renseignement militaire inculpés...

(Page 3)

Des interceptions confirmeraient l'implication du gouvernement indien dans l'assassinat d'un leader sikh canadien...

(Page 4)

En République tchèque, neuf personnels du ministère de la Défense soupçonnés de malversations...

(Page 6)

La Slovaquie envisage de tripler sa production de munitions en 2024...

(Page 7)

En Israël, les demandeurs d'emploi visés par une cyberattaque iranienne présumée...

(Page 8)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité.

Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

Sanctions sud-coréennes à l'encontre de dix individus impliqués dans les exportations d'armes nord-coréennes...

Le gouvernement sud-coréen a inclus dix individus et deux entités impliqués dans le développement des missiles nucléaires de la Corée du Nord et des transactions d'armes avec des pays tiers tels que la Russie dans la liste des sanctions unilatérales. Le ministère des Affaires étrangères, celui de l'Économie et des Finances, ainsi que le Service de supervision financière ont déclaré hier que cette mesure a été prise pour répondre de manière résolue aux activités illégales de P'yongyang qui menacent sérieusement la paix et la stabilité de la péninsule coréenne et de la communauté internationale. Les deux entités concernées sont Glocom et Versor SRO. La première est une société écran exploitée par le Bureau général de reconnaissance, organisme chargé du renseignement nord-coréen en Malaisie. La seconde est une entreprise slovaque. Le ministère sud-coréen des Affaires étrangères a expliqué qu'il avait repéré que ces deux firmes cherchaient à effectuer des transactions liées aux armes. Glocom avec l'Érythrée, et Versor SRO entre la Russie et la Corée du Nord. Par ailleurs, le ministre nord-coréen de la Défense Kang Sun-nam, l'ancien chef d'état-major général de l'Armée populaire de Corée Pak Su-il et l'officiel chargé de la supervision de l'Académie des sciences de défense Ri Song-hak ont également été ajoutés sur cette liste noire. Trois autres, Jo Myung-chol, Ri Chang-min et Kim Myung-jin, ont vu leur implication dans des affaires financières illégales du régime de Kim Jong-un confirmée. De plus, Kim Chang-hyuk, Byeon Won-geun et Ri Hyeok-chol, ont, eux aussi, leurs noms inscrits sur le document après avoir été repérés dans des transactions d'armes avec des pays tiers. Cette mesure est la douzième série de sanctions unilatérales contre P'yongyang de la part de l'administration de Yoon Suk-yeol. Ainsi, depuis octobre 2022, 64 individus et 53 entités ont été sanctionnés.

(KBS World Radio, le 22-09-2023)

Au Liban, arrestation de deux personnes soupçonnées d'espionnage au profit d'Israël...

La radio *Voix du Liban* a rapporté mercredi matin, citant des sources sécuritaires, que les forces de sécurité libanaises ont arrêté deux personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec Israël. Les deux suspects auraient agi depuis la ville de Tyr selon la radio. L'un des deux appartient à un parti bien connu du pays et l'un d'entre eux se nomme Ismaïl. *La Voix du Liban* a précisé que les forces de sécurité libanaises et celles du groupe chiite Hezbollah, basé au Liban et soutenu par l'Iran, ont opéré conjointement pour démanteler une cellule d'espionnage agissant dans la ville de Tyr et sa région. Les sources sécuritaires citées par la radio libanaise ont indiqué que plusieurs personnes de ce réseau, qui étaient recherchées, étaient des membres du Hezbollah dont certains ont combattu en Syrie il y a plusieurs années.

(I24News, le 21-09-2023)

Quatre terroristes présumés neutralisés dans le sud-est de la Turquie...

Le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a annoncé lundi que quatre terroristes, dont ceux recherchés dans les catégories rouge, orange et grise, ont été neutralisés dans la région de Kulp, à Diyarbakir, dans le sud-est. Yerlikaya a indiqué que les quatre terroristes ont été repérés dans une zone boisée dans le district de Kulp grâce au travail effectué par la Direction de la sécurité provinciale de Diyarbakir et le Département de l'aviation, sous la coordination de la Direction générale du renseignement de la sécurité. Les individus ont été neutralisés lors d'une opération conjointe menée en coopération avec le commandement général de la gendarmerie. L'un de ces terroristes était sur la liste des personnes recherchées dans la catégorie rouge, un autre dans la catégorie orange et un autre dans la catégorie grise, a précisé le ministre. « Je veux que notre nation sache que nous poursuivrons notre lutte avec détermination jusqu'à ce que le dernier terroriste soit neutralisé » a-t-il assuré. Il a été établi que l'un des terroristes neutralisés, Hülya Demirer, au nom de code Axin Mus, opérait en tant que responsable de la province d'Amed et était recherché dans la catégorie rouge de la liste des terroristes recherchés. Un autre membre de ce groupe, Cihat Ay, nom de code Rohat Pasur, opérerait en tant que responsable de la force Lice Ferhat et figurait dans la catégorie orange de la liste des personnes recherchées pour terrorisme. Cetin Temel Demhat, nom de code Demhat, figurait dans la catégorie grise de la liste des personnes recherchées pour terrorisme. Le ministre Ali Yerlikaya a déclaré que l'identification du quatrième terroriste se poursuivait.

(La voix de la Turquie, le 18-09-2023)

L'attaque de deux camps militaires du nord du Mali revendiquée par une alliance de groupes armés à dominante touareg...

Au Mali, des hommes armés se sont emparés dimanche de deux camps militaires dans le nord du pays ont indiqué à l'AFP deux élus locaux, tandis qu'un porte-parole d'une alliance de groupes armés à dominante touareg revendiquait l'attaque. L'armée malienne a confirmé sur les réseaux sociaux que la ville de Léré, dans la région de Tombouctou, avait été attaquée vers 13h30 locale, soit 15h30 GMT. Elle a précisé que des informations plus détaillées suivraient. Un officiel militaire malien a pour sa part dit à l'AFP : « Nous sommes en train de faire face à la situation. Pour le moment nous n'en dirons pas plus ». Cette escalade coïncide avec une reconfiguration sécuritaire dans le nord après le départ de la force anti-djihadiste française en 2022 et celui en cours de la MINUSMA, la mission de l'ONU, toutes deux poussées vers la sortie par la junte au pouvoir à Bamako.

(La voix de l'Amérique, le 18-09-2023)

Cinq soldats maliens ont été tués et onze autres sont portés disparus après l'attaque de deux camps militaires revendiquée par une alliance de groupes armés à dominante touareg dans le nord du Mali, dimanche, a indiqué l'armée dans la nuit de lundi à mardi. L'armée a aussi indiqué avoir perdu un avion mais avoir neutralisé plus d'une trentaine d'assaillants lors des combats à Léré, dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Elle a imputé l'attaque à des terroristes. Cette attaque est intervenue quelques semaines après l'annonce par un groupe armé affilié à Al-Qaïda de l'imposition d'un blocus à Tombouctou qui coïncide avec la reconfiguration sécuritaire en cours autour de la « ville aux 333 saints », inscrite au patrimoine de l'humanité. La mission de l'ONU (MINUSMA), poussée à partir du Mali par les militaires au pouvoir depuis 2020, vient de quitter deux camps proches de Tombouctou, Ber et Goundam, transférés aux autorités maliennes. Cette prise de contrôle par l'État malien a donné lieu à des combats avec des groupes terroristes, mais aussi des accrochages avec les ex-rebelles touareg. Les groupes à dominante touareg ont signé un accord de paix avec l'État malien en 2015, tandis que d'autres groupes armés continuaient les hostilités. La violence s'est propagée au centre et au Burkina Faso et au Niger voisins, faisant des milliers de morts.

(La voix de la Turquie, le 19-09-2023)

Des groupes terroristes seraient en train de s'implanter dans le nord du Ghana...

Le meurtre commis jeudi contre neuf personnes, dans le nord du Ghana, montre que les groupes terroristes y maintiennent des cellules dormantes destinées à s'implanter dans le pays et dans d'autres États côtiers d'Afrique de l'Ouest. Contrairement au Togo et au Bénin qui subissent des attaques sporadiques des groupes terroristes armés dans le nord de leur territoire, le Ghana est relativement épargné. L'incident de Pusida confirme les hypothèses des chercheurs selon lesquelles les groupes terroristes armés sont en train de constituer un sanctuaire dans le nord du Ghana. Les autorités

ghanéennes sont sur le pied de guerre depuis le début de l'année. Le 9 février 2023, le ministre ghanéen de la Défense, Dominic Nitiwul, en commentant devant le Parlement une tentative d'attentat à la bombe dans le nord du pays le 9 février 2023, affirmait : « Si nous n'arrêtons pas maintenant ce qui est en train de se passer à Bawku, nous risquons une situation où le Ghana pourrait être touché par des attaques terroristes ». Le Ghana est dans la ligne de mire des groupes armés présents au Burkina Faso voisin et plus largement au Sahel. Une note d'analyse de l'Institut de recherche internationale et stratégique (IRIS) dans le cadre de l'observatoire du Sahel de mai 2023, aborde les facteurs favorables à l'installation des groupes terroristes. L'instabilité dans le Sahel en général, marquée par la récurrence des attaques de groupes armés au Burkina Faso et les coups d'État, a provoqué un exode des populations vers le Ghana. Au-delà des tensions, le nord du Ghana souffre de problèmes de développement, d'après l'IRIS. « Dans le nord-est, notamment les zones de Bawku, Saboba, Chereponi, Gushiegu et Karaga, il existe d'importants déficits de gouvernance. Routes mauvaises et impraticables, manque d'eau potable, soins de santé inadéquats et établissements d'enseignement et chômage élevé des jeunes rendent particulièrement les jeunes très vulnérables ». À cela s'ajoutent les trafics de drogue, les vols de bétail et l'orpaillage illégal. Cette activité est fortement développée dans la région de Bawku et aux frontières avec la Côte d'Ivoire. Ainsi, la forte présence d'étrangers dans les sites d'extraction d'or près des villages de Chache et Bole fait peser de lourds soupçons sur les groupes armés terroristes. De façon générale, les activités économiques illégales mentionnées établissent des liens entre bandits et terroristes. Le Ghana a élaboré un plan de riposte articulé autour du renforcement de la présence de l'État et des forces de défense et de sécurité dans le nord, l'implication des populations, le développement de la région et la coopération internationale.
(*La voix de la Turquie, le 22-09-2023*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En Slovaquie, d'anciens cadres du service de renseignement militaire inculpés...

La police a découvert récemment un vol à grande échelle au sein de l'État. Selon l'unité criminelle de police NAKA, des dizaines de millions d'euros ont disparu lors de commandes hors de prix destinées au service de renseignement militaire et se sont retrouvées entre des mains privées. Les achats ont été effectués en « mode secret ». Dans le cadre de l'action *Virus*, la police a inculpé seize personnes et deux entreprises. Certains des accusés occupaient des postes élevés.
(*Radio Slovaquie internationale, le 20-09-2023*)

Le nouveau gouvernement devra s'occuper plus systématiquement du service de renseignement militaire, et pas seulement au niveau des changements de personnel. Le Premier ministre Ludovit Odor s'exprimait en réaction à la descente de police nommée opération *Virus*, au cours de laquelle d'anciens directeurs du renseignement militaire ont été inquiétés. Le Premier ministre Ludovit Odor l'a déclaré après la réunion du gouvernement en réponse à l'accusation de deux anciens directeurs du renseignement militaire. « Le Premier ministre n'a toujours aucune indication pour prendre des mesures concernant la direction actuelle du renseignement militaire. Il en va de même pour d'autres choses. Dès qu'il y aura des indices ou des preuves, nous traiterons la situation. Une éventuelle activité illégale ne signifie pas que vous devez agir immédiatement et prendre des décisions en termes de personnel, car cela concerne le passé » a-t-il ajouté. L'opération *Virus*, selon Ludovit Odor, souligne un problème structurel de longue date. L'Agence nationale criminelle a inculpé seize personnes physiques et deux personnes morales dans le cadre de l'opération policière dénommée *Virus*. Parmi les accusés figurent notamment d'anciens directeurs du renseignement militaire. L'affaire concerne des soupçons de commandes trop chères pour le renseignement militaire entre 2013 et 2020. Les dommages causés s'élèveraient à au moins 74 millions d'euros.
(*Radio Slovaquie internationale, le 21-09-2023*)

Le Canada soupçonne le gouvernement indien d'être impliqué dans l'assassinat d'un leader sikh canadien...

La crise s'aggrave entre le Canada et l'Inde. New Delhi suspend le traitement de visas au Canada, conséquence d'une crise diplomatique ouverte par des accusations portées par Justin Trudeau. Le Premier ministre canadien a déclaré soupçonner le gouvernement indien d'être impliqué dans l'assassinat d'un leader sikh canadien au mois de juin dernier.
(*Médi-1, le 21-09-2023*)

Le Haut-commissariat du Canada a déclaré jeudi qu'il allait ajuster le nombre de ses diplomates en Inde après des menaces publiées sur les réseaux sociaux, en pleine crise diplomatique avec New Delhi. « Des diplomates canadiens ayant reçu des menaces sur diverses plateformes de médias sociaux, le département des Affaires internationales du Canada évalue actuellement ses effectifs en Inde » a indiqué la mission canadienne dans un communiqué. « En conséquence, et par prudence, nous avons décidé d'ajuster temporairement la présence du personnel en Inde » a précisé ce communiqué. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau avait annoncé que les agences de sécurité de son pays enquêtaient activement sur des accusations crédibles d'un lien potentiel entre des officiers du gouvernement indien et l'assassinat d'un chef de file de la communauté sikh, en juin, dans la province de Colombie-Britannique. Justin Trudeau a indiqué dans une déclaration d'urgence à la Chambre des communes qu'Ottawa a exprimé ses profondes préoccupations aux cadres sécuritaires et des services de renseignement à New Delhi. Le dirigeant canadien a fait savoir qu'il avait personnellement et directement exprimé ses inquiétudes auprès du Premier ministre indien Narendra Modi lors du sommet du G20 organisé en Inde la semaine dernière. « Je continue de demander instamment et avec la plus grande fermeté au gouvernement de l'Inde de coopérer avec le Canada pour éclaircir cette affaire » a déclaré le chef du gouvernement canadien. « Je m'attends également à ce que le gouvernement de l'Inde réaffirme que sa position sur les opérations extrajudiciaires dans un autre pays est clairement et sans équivoque conforme au droit international ». Les autorités indiennes ont réfuté les déclarations du Premier ministre canadien, selon lequel des agents de New Delhi seraient liés au meurtre du militant séparatiste sikh. « Les allégations d'implication du gouvernement indien dans tout acte de violence au Canada sont absurdes » a déclaré New Delhi. Chacun des deux pays a annoncé l'expulsion d'un diplomate, le Canada ayant ordonné à un responsable du renseignement indien de quitter le territoire, tandis que l'Inde a prié un Canadien, dont l'identité n'a pas été dévoilée, de faire le chemin inverse sous cinq jours. Hardeep Singh Nijjara a été tué par balle le 18 juin devant l'entrée d'un temple sikh de la ville de Surrey, en Colombie-Britannique. Le Canada compte la plus grande population de sikhs en dehors de l'État indien du Pendjab, avec environ 770 000 personnes ayant déclaré le sikhisme comme religion lors du recensement de 2021. Certains d'entre eux soutiennent la cause indépendantiste qui réclame la création du Khalistan, un État sikh indépendant. *(La voix de la Turquie, le 21-09-2023)*

Des interceptions confirmeraient l'implication du gouvernement indien dans l'assassinat d'un leader sikh canadien...

Le gouvernement canadien affirme disposer de preuves solides reliant des responsables du gouvernement indien au meurtre du militant sikh Hardeep Singh Nijjar survenu en Colombie-Britannique, en juin dernier. Les autorités indiennes n'auraient d'ailleurs pas nié, en privé, les allégations d'Ottawa. Selon des informations obtenues par *CBC*, la conseillère à la Sécurité nationale du Premier ministre Justin Trudeau, Jody Thomas, s'est rendue à deux reprises en Inde, au cours des dernières semaines : d'abord du 16 au 19 août dernier, puis du 6 au 11 septembre, en marge de la réunion du G20 à laquelle a participé le chef du gouvernement canadien. Dans le cadre de ces visites, aucun représentant du gouvernement du Premier ministre indien Narendra Modi n'aurait nié les allégations d'Ottawa. Pour étayer ses dires, le gouvernement canadien affirme s'appuyer non seulement sur des sources sur le terrain, mais aussi sur des informations découlant d'interceptions de communications provenant du réseau des *Five Eyes*, une organisation de surveillance rassemblant les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en plus du Canada. Une partie de ces interceptions électroniques touche d'ailleurs des diplomates indiens en poste ici. Ces nouvelles informations sont rendues publiques à la suite de l'annonce, par le gouvernement indien, de la suspension du traitement des demandes de visas effectuées par des citoyens canadiens. Le Haut-commissariat du Canada en Inde, de son côté, a dénoncé des menaces en ligne visant des diplomates canadiens. En marge de l'Assemblée des Nations unies, à New York, Justin Trudeau a appelé les autorités indiennes à coopérer à l'enquête. « Nous appelons le gouvernement indien à collaborer avec nous pour mettre en place des procédures afin de faire la lumière sur cette affaire et de permettre que la justice soit rendue et les responsabilités établies » a-t-il déclaré. Il a aussi ajouté que son gouvernement ne cherchait pas à provoquer ou à causer des problèmes. « Il est évident que l'Inde est un pays dont l'importance ne cesse de grandir et avec lequel nous devons travailler » a-t-il poursuivi, tout en réitérant l'importance de l'État de droit et de la protection des Canadiens. *(Radio Canada, le 22-09-2023)*

Après la détection d'une centaine d'avions militaires près de ses côtes, Taïwan dénonce le harcèlement militaire de la Chine...

Selon le ministère taïwanais de la Défense, un nombre record d'avions militaires chinois a été repéré dans l'espace aérien autour du territoire, pendant une période de 24 heures jusqu'à lundi matin. Il précise que 103 avions ont opéré autour de Taïwan dans les 24 heures jusqu'à 6 heures du matin, heure locale. Quarante d'entre eux ont franchi la ligne médiane entre Taïwan et la Chine continentale ou ont pénétré dans la Zone d'identification de défense aérienne, au sud-ouest et au sud-est de Taïwan. Certains des avions de combat J-16 et des avions d'alerte avancée KJ-500 ont survolé le canal de Bashi entre Taïwan et les Philippines et ont atteint l'océan Pacifique au sud-est de Taïwan. L'avion de ravitaillement aérien Y-20 s'est envolé vers les eaux au large de la péninsule de Hengchun, à l'extrême sud de l'île principale de Taïwan. C'est la première fois que plus de cent avions militaires chinois sont détectés en une seule journée dans l'espace aérien autour de Taïwan, depuis que le ministère a commencé à publier des informations dans le format actuel. Pour le ministère, le harcèlement continu perpétré par l'armée chinoise peut facilement aggraver les tensions et la sécurité dans la région. Il exhorte les autorités chinoises à prendre leurs responsabilités et à cesser immédiatement leurs actions unilatérales et destructrices.

(Radio Japon international, le 18-09-2023)

L'activité des forces terrestres chinoises au Fujian surveillée avec attention par Taïwan...

Le ministère taïwanais de la Défense a annoncé qu'il surveillait les actions de l'armée chinoise et a spécifiquement mentionné qu'il surveillait les actions des forces terrestres de Pékin dans la province du Fujian. Le ministère a déclaré jeudi soir qu'un total de vingt avions chinois avaient opéré dans l'espace aérien autour de Taïwan ce jour-là. Il a ajouté que certains avaient franchi la ligne médiane du détroit de Taïwan. Il a également déclaré que Taïwan surveillait les mouvements de roquettes chinoises ainsi que ceux de sa force terrestre près de la baie de Dacheng, dans la province du Fujian. Chaque matin, le ministère taïwanais de la Défense publie le nombre d'avions chinois et le nombre de navires repérés au cours des dernières 24 heures. Il fait également des annonces spéciales lorsqu'il détecte un grand nombre d'avions militaires s'approchant de Taïwan ou d'autres mouvements inhabituels. Mais il est rare que le ministère mentionne le nom d'un lieu où les forces chinoises ont été déployées. Selon l'Agence centrale de presse de Taïwan, certains analystes suggèrent qu'il est possible qu'un nombre relativement important de troupes chinoises se rassemblent. D'autres analystes penseraient que Taïwan tente de dissuader l'armée chinoise en révélant les informations qu'elle a obtenues.

(Radio Japon international, le 22-09-2023)

Le ministère taïwanais de la Défense, qui publie au quotidien les activités de l'armée chinoise aux alentours de Taïwan, a exceptionnellement spécifié hier plusieurs troupes chinoises surveillées. Dans son communiqué du 21 septembre, la Défense souligne qu'elle surveillait les mouvements des troupes au sol de forces de tir à longue portée, des troupes de fusées et des troupes au sol proches de la baie Dacheng, dans la province chinoise du Fujian. Quant à cette publication exceptionnelle, le ministre de la Défense Chiu Kuo-cheng a précisé qu'il ne s'agit pas d'une divulgation particulière, mais que la situation de l'armée chinoise était inhabituelle ces derniers temps. Il a ajouté que le ministère de la Défense préciserait ses informations en temps opportun, selon le principe de la divulgation de la vérité : « Quant aux raisons de ces mouvements, nous avons nos analyses. Cette situation a commencé déjà depuis un certain temps. Notre première analyse est qu'il s'agit d'une préparation aux exercices militaires conjoints en septembre comprenant les trois armées, les groupes amphibies et terrestres. Nous surveillons la situation et il n'y a rien à cacher de notre part ». À la suite de la publication d'hier soir, certains médias ont mentionné que l'armée taïwanaise ne disposait pas de radar de reconnaissance pour obtenir ces informations. Le ministre de la Défense a précisé qu'il existait de nombreuses façons d'obtenir des renseignements, sans plus de détails.

(Radio Taiwan international, le 22-09-2023)

Intensification des frappes turques contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak et en Syrie...

Au Kurdistan irakien, un bombardement sur un aéroport a fait neuf morts hier soir, parmi les victimes des militaires de l'UPK, l'un des deux partis au pouvoir dans cette région autonome. Une frappe au drone non revendiquée qui intervient alors que la Turquie intensifie ses frappes contre les bases du PKK et ses alliés au Kurdistan irakien et syrien. Le Parti nationaliste kurde armé, le PKK, est considéré

comme terroriste par Ankara. Plus de trente cibles ont été frappées ces derniers jours a annoncé le ministère turc de la Défense. Ce sont des abris, des bunkers, des entrepôts et des grottes du PKK qui ont été visés assure la Turquie. Ankara affirme que des combattants nationalistes kurdes ont été tués sans pour autant donner un nombre de morts précis. Voilà trois nuits consécutives que grondent les bombes turques dans les montagnes kurdes irakiennes, là où se trouvent les plus importantes bases du PKK, souvent des tunnels creusés dans les montagnes du Zagros.
(Radio Vatican, le 19-09-2023)

En République tchèque, neuf personnels du ministère de la Défense soupçonnés de malversations...

Les policiers du Centre national de lutte contre le crime organisé ont effectué ce mardi matin une perquisition au siège de l'état-major de l'armée tchèque et dans d'autres lieux. Cette perquisition, supervisée par le bureau du procureur général de Prague, concerne certains contrats de l'armée selon la télévision tchèque. Neuf personnes font l'objet de poursuites dans le cadre de cette affaire au sein du ministère de la Défense. Le porte-parole du Centre national de lutte contre le crime organisé, Jaroslav Ibehej, n'a pas précisé les lieux précis où la police intervenait.
(Radio Prague international, le 19-09-2023)

Moscou confirme l'attaque aux missiles du quartier général de la Flotte de la mer Noire...

Le ministère russe de la Défense a confirmé que le quartier général de la flotte russe de la mer Noire en Crimée avait été endommagé vendredi par une attaque de missiles. Le ministère a déclaré que cinq missiles avaient été abattus par ses systèmes de défense aérienne. Il avait précédemment annoncé qu'un militaire avait été tué, mais a révisé le communiqué en indiquant qu'un militaire était porté disparu après l'attaque. Un responsable local installé par la Russie a rapporté sur les réseaux sociaux l'attaque dans la ville portuaire militaire de Sébastopol, ajoutant que les pompiers luttent contre un incendie. L'agence de presse officielle russe TASS a déclaré que des fragments de la frappe étaient dispersés sur environ 200 mètres. Les médias ukrainiens ont rapporté que des explosions avaient été entendues dans la ville et ont publié une photo montrant de la fumée s'élevant au niveau du port. Un commandant de l'armée de l'air ukrainienne a publié sur les réseaux sociaux une photo de ce qui semble être de la fumée s'élevant du quartier général de la marine russe. Il a également publié un message affirmant que les Ukrainiens avaient promis qu'il y aurait davantage d'attaques, ajoutant que Sébastopol appartenait aux forces navales ukrainiennes.
(Radio Japon international, le 23-09-2023)

Fin des manœuvres militaires des pays de l'ASEAN en mer de Chine méridionale...

Les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ou ASEAN, ont renforcé leur coopération en matière de sécurité maritime via leurs toutes premières manœuvres militaires conjointes au niveau des îles indonésiennes, situées dans la mer de Chine méridionale, où les activités maritimes de la Chine s'intensifient. Alors que l'Indonésie occupe cette année la présidence tournante de l'ASEAN, le pays a accueilli ces exercices militaires. Ils se sont déroulés entre mardi et samedi, notamment sur les îles Natuna. Quatre nations membres, dont l'Indonésie et Singapour, ont envoyé des navires de guerre pour effectuer des patrouilles maritimes et des opérations de sauvetage. L'exercice du dernier jour était basé sur le scénario d'une catastrophe à grande échelle survenant sur une île. Les participants ont confirmé leur coopération dans des activités telles que le ravitaillement par avion militaire en aide humanitaire. Cet exercice conjoint s'est déroulé dans un contexte de tensions croissantes avec Pékin concernant la mer de Chine méridionale.
(Radio Japon international, le 24-09-2023)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

La République tchèque en passe de fournir à l'Ukraine quinze chars T-72 modernisés...

Ce mardi, en marge d'une réunion du groupe de contact pour l'Ukraine à la base aérienne américaine de Ramstein, en Allemagne, la Tchèque a conclu un accord avec le Danemark et les Pays-Bas pour fournir des armes tchèques à l'Ukraine avec leur soutien financier. Selon le ministère tchèque de la Défense, l'accord offre d'importantes opportunités aux entreprises tchèques d'armement. La première livraison à l'Ukraine sera constituée de quinze chars T-72 modernisés.
(Radio Prague international, le 19-09-2023)

La Slovaquie envisage de tripler sa production de munitions en 2024...

Le ministre slovaque de la Défense, Martin Sklenar, a annoncé que la Slovaquie envisageait de tripler la production de munitions l'année prochaine. En outre, selon lui, ils recherchent des moyens de prolonger la durée de vie des vieilles cartouches périmées provenant des entrepôts de certains pays. Le ministre responsable a déclaré cela en marge de la réunion ministérielle à la base aérienne allemande de Ramstein.

(Radio Slovaquie internationale, le 20-09-2023)

La Pologne va limiter ses exportations d'armes et munitions vers l'Ukraine...

La Pologne ne va pas arrêter ses livraisons vers l'Ukraine, mais se concentrer uniquement sur les livraisons de munitions et d'armements convenues antérieurement, y compris celles résultant des contrats signés avec l'Ukraine. C'est ce qu'a déclaré Piotr Müller, le porte-parole du gouvernement polonais. Kiev et Varsovie vont bientôt se retrouver à la table des négociations concernant l'embargo polonais sur les céréales ukrainiennes.

(Deutsche Welle, le 22-09-2023)

La nouvelle aide militaire américaine destinée à l'Ukraine ne comportera pas de missiles tactiques à longue portée...

Volodymyr Zelensky le président ukrainien est venu défendre sa cause hier au Congrès et à la Maison-Blanche à Washington face à un Joe Biden déjà convaincu et à des parlementaires qui ne le sont pas tous, surtout à la Chambre basse. « Nous sommes avec vous, nous restons avec vous » lui a dit M. Biden en détaillant une nouvelle aide militaire de 325 millions de dollars mais sans les missiles tactiques à longue portée voulus par Kiev. Il a toutefois garanti qu'un autre armement américain emblématique, les chars Abrams, arriverait en Ukraine la semaine prochaine.

(La voix de l'Amérique, le 22-09-2023)

L'Iran envisage d'accroître ses exportations d'armements...

L'Iran a organisé vendredi un défilé militaire à grande échelle, au cours duquel le président Ebrahim Raïssi a exprimé son intention d'accroître les exportations d'armes, notamment de drones. Le défilé a eu lieu à Téhéran pour commémorer le début de la guerre Iran-Irak, en 1980. Des manifestations similaires ont lieu chaque année, le 22 septembre, dans d'autres régions du pays. Le défilé présentait des chars, des missiles et une gamme de drones. L'Iran a accordé la priorité au développement de véhicules aériens autonomes ces dernières années. Ebrahim Raïssi a déclaré lors du défilé que l'armée iranienne était autrefois un importateur d'armes, mais qu'elle en est désormais un producteur et un exportateur. Il a ajouté que les capacités de son pays étaient désormais reconnues dans la région et à l'international. Les États-Unis et les pays européens affirment que l'Iran a fourni des drones à la Russie alors qu'elle poursuit son invasion en Ukraine. Téhéran insiste sur le fait qu'elle ne fournit pas de drones à Moscou pour une utilisation dans le conflit. Mais des drones iraniens ont été exhibés lors d'une exposition d'armes près de la capitale russe en août. Téhéran semble également vouloir étendre ses exportations de drones vers d'autres pays. Les drones iraniens auraient causé d'importants dégâts qui pourraient avoir un impact sur la guerre en Ukraine. Selon les observateurs, l'Iran utilise la situation actuelle pour promouvoir son commerce d'armes et étendre son influence.

(Radio Japon internationale, le 23-09-2023)

... CYBERESPACE ...

Les hackers nord-coréens classés au troisième rang mondial selon des experts...

En matière de capacité de piratage, les experts jugent que la Corée du Nord se situe au troisième rang mondial, après les États-Unis et la Russie. On estime par ailleurs que les groupes de hackers nord-coréens ont lancé des attaques dans au moins 29 pays au cours des 14 dernières années. Les tentatives de piratage du Nord sont très répandues et sont dirigées vers tout type de secteur : transport, aérospatial, énergie nucléaire ou encore industries liées à la biologie. Outre le vol d'informations, l'objectif de ces opérations est de semer la confusion dans le pays ciblé. « La Corée du Nord aurait commencé à renforcer ses cyberforces au milieu des années 1980 afin de surmonter son infériorité militaire et économique. L'université Mirim a ainsi été fondée en 1986 pour former des spécialistes, et le pays s'est mis, dans les années 1990, à enseigner les technologies de l'information dès l'école primaire. Les jeunes prodiges sont ainsi éduqués à l'école secondaire n°1 de P'yongyang ou à l'école

Kumsong, puis formés à la guerre cybernétique à l'université Mirim, à l'université Kim Il-sung ou à l'université de technologie Kim Chaek » explique Jeong Eun-chan, professeur à l'Institut pour l'éducation sur la réunification. Dès le règne de l'ancien leader Kim Jong-il, la Corée du Nord avait commencé à encourager les pirates informatiques, convaincue que cette activité représentait le moyen d'attaque le plus efficace, au vu du coût initial de l'investissement.
(KBS World Radio, le 20-09-2023)

En Israël, les demandeurs d'emploi visés par une cyberattaque iranienne présumée...

Une cyberattaque iranienne visant des demandeurs d'emploi israéliens a été révélée ce jeudi par la Direction nationale de la cybersécurité, qui a averti que des informations relatives aux personnes ciblées avaient été divulguées. L'attaque a été menée via l'envoi de faux messages aux utilisateurs de plateformes de recherche d'emploi. Ces messages contenaient un lien malveillant qui, une fois activé, ouvrait un onglet du navigateur exécutant un code visant à activer la caméra de l'appareil. De plus, une page de connexion frauduleuse était affichée pour récupérer les identifiants de la victime. La Direction nationale de la cybersécurité a révélé que les messages contiennent des fautes de frappe et que le lien est légèrement différent de l'URL du site officiel, utilisant un « .com » au lieu de « .co.il ». Les informations personnelles divulguées par les pirates comprennent, entre autres, des photos de cartes d'identité et des fichiers contenant des CV. La Direction nationale de la cybersécurité a fourni aux sites web concernés les informations nécessaires pour examiner leurs systèmes informatiques afin de déterminer si la cyberattaque les visait. L'Autorité israélienne de protection de la vie privée a appelé les utilisateurs de sites de recherche d'emploi à faire preuve de prudence lorsqu'ils reçoivent des messages de contacts qu'ils ne connaissent pas, et à changer immédiatement le mot de passe qu'ils utilisent. « Il est important d'être très vigilant face aux tentatives de nouvelles attaques par *phishing* dans les messages texte (*WhatsApp*, SMS, etc.) et par courrier électronique » a déclaré l'Autorité. « Par mesure de précaution, il est toujours recommandé d'accéder au service souhaité en tapant vous-même l'URL et non en utilisant un lien ». Fin juillet, le Shin Bet a annoncé avoir détecté une tentative de l'Iran de collecter des informations auprès de chercheurs et de fonctionnaires israéliens, à l'aide d'une campagne de *phishing* impliquant de faux profils *LinkedIn*.
(I24News, le 22-09-2023)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30